

La nouvelle politique économique du canton de Vaud: entre rupture et continuité

Le canton de Vaud a connu une décennie placée sous le signe d'une expansion hors norme.

Son tissu économique s'est fortement diversifié depuis le début des années 2000, tandis que des dizaines d'entreprises y ont implanté leur siège international.

La *Politique d'appui au développement économique (Pade)* pour les années 2012-2017 réoriente certaines priorités tout en se basant sur son potentiel actuel.

Dans cette optique, le canton de Vaud compte fortement sur l'innovation.

Les «atouts et potentiels du canton de Vaud se sont singulièrement affirmés au cours de ces quinze dernières années», note le Conseil d'État, en introduction de la Pade¹. Le mérite en revient d'abord aux entrepreneurs. Toutefois, la politique économique de l'État, venue en appui d'une économie jusque-là «structurellement vieillissante» et à une conjoncture en fort déclin, a également joué son rôle. Malgré la tourmente financière qui obère la croissance mondiale, le canton s'illustre, de façon encore plus dynamique que le reste de la Suisse, comme une poche de croissance enviable et enviée (voir *tableau 1*).

Aussi le Conseil d'État considère qu'il convient de poursuivre les efforts de la promotion économique, tout en s'attachant à contrecarrer les effets qualifiés parfois de «pervers» générés par une croissance particulièrement marquée, en soi des plus réjouissantes. Même si l'implantation de sièges internationaux est indissociable de la croissance du canton, ce type d'activités doit désormais passer au second plan. En effet, l'avenir de la croissance et de la diversification du tissu économique vaudois passe par les atouts indéniables dont il bénéficie en termes d'innovation, grâce à une densité unique de hautes écoles et d'instituts de recherche à l'échelle suisse.

Priorité à la R&D et à la production

Dans ce contexte, la nouvelle Pade définie par le Conseil d'État et formalisée pour la première fois dans un document pluriannuel s'inscrit à la fois dans la continuité et dans la rupture.

La *continuité* d'une part, car «la Pade est, en grande partie, le fruit de la codification

des stratégies et mesures déployées ces dernières années»². En ce sens, elle fixe les grandes priorités du Conseil d'État, précise ses attentes envers les organismes chargés de l'appliquer et spécifie les objectifs auxquels devront répondre les projets à vocation économique ou touristique qui recevront des subventions ou des aides par le biais de la loi cantonale sur l'appui au développement économique (LADE)³.

La *rupture* d'autre part, car la Pade ne se contente pas de généraliser les bonnes pratiques existantes. En effet, elle prescrit une coordination qui modifie la manière de travailler de l'État et des organismes reconnus. De plus, elle réoriente certaines priorités en mettant notamment l'accent sur la recherche et le développement (R&D) et la production. En outre, elle cherche à tendre vers une harmonisation du développement sur l'ensemble du territoire en accordant une attention particulière à la quête de nouveaux équilibres entre types d'activités et régions économiques.

Concrètement, la LADE permet à l'État de prendre des mesures dans trois domaines:

- la promotion économique et touristique du canton;
- la valorisation du potentiel des régions;
- l'encouragement à la création et au développement des petites et moyennes entreprises (PME).

Des forces à préserver et des opportunités à saisir

Dans cette logique de capitalisation de l'existant et d'exploitation de nouvelles opportunités, l'État a procédé à une analyse Moff (Menaces Opportunités Forces Faiblesses, en anglais «Swot»). Cette méthode éprouvée dans l'élaboration de stratégies économiques a été déclinée en trois volets: le tissu économique dans sa globalité, les types de territoires et les gouvernances existantes. Elle a permis d'identifier, dans un premier temps, trois enjeux transversaux:

- la cohérence et l'efficacité de la gouvernance régionale, cantonale et supracantonale;
- le rayonnement et la notoriété de la place économique et touristique vaudoise par le biais d'une promotion intégrée, autre-

1 Politique d'appui au développement économique (Pade) pour les années 2012-2017, Document adopté par le Conseil d'État le 8 juin 2011, p. 3.

2 Ibid., p. 6.

3 Ibid., p. 5.



Lionel Eperon
Chef du Service de la promotion économique et du commerce (SPECo),
Département de l'économie du canton de Vaud,
Lausanne

Tableau 1

**PIB suisse et PIB vaudois réels:
taux de croissance annuels (en %)**

	Suisse	Vaud
1995	0.4	0.5
1996	0.6	-1
1997	2.1	1
1998	2.6	2
1999	1.3	1.2
2000	3.6	3
2001	1.2	2.5
2002	0.4	1.1
2003	-0.2	-0.5
2004	2.5	2.3
2005	2.6	2.7
2006	3.6	3.6
2007	3.6	3.7
2008	2.1	3.1
2009	-1.9	-0.3
2010	2.7	2.6
Moyenne	1.8	1.9

Source: CREA, SECO / La Vie économique

ment dit par l'adoption d'une image commune réunie sous la bannière *vaud.ch*;

- des outils de suivi et d'évaluation du tissu économique vaudois, de l'économie des régions et des politiques sectorielles.

Dans un deuxième temps, le diagnostic managérial a permis de distinguer huit enjeux thématiques auxquels le Conseil d'État entend apporter des réponses circonstanciées:

1. la diversification du tissu économique par un soutien à des secteurs et types d'activités ciblées, innovants et à fort potentiel de développement.
2. l'adaptation aux besoins des PME et jeunes pousses («start-up») en matière d'aiguillage, de conseils et de financement.
3. l'innovation en vue de la création d'entreprises et d'emplois industriels à haute valeur ajoutée.
4. l'internationalisation du tissu économique vaudois.
5. le développement d'une offre touristique cohérente et de qualité, répondant à la demande et qui soit coordonnée avec la promotion du secteur.
6. la disponibilité d'une offre de terrains et de locaux adaptés aux besoins et au type d'activités des entreprises, en coordination avec la politique du logement.
7. le renforcement de la vitalité socio-économique des centres.
8. la valorisation économique des ressources naturelles, du patrimoine et du savoir-faire.

Indispensable soutien financier

La Pade précise les domaines économiques prioritaires pour le ciblage des aides financières. Parmi ceux-ci, cinq figuraient dans ceux définis en 2006:

- les sciences de la vie;
- l'industrie de précision;
- les technologies de l'information et de la communication;
- l'industrie agro-alimentaire;
- le tourisme;
- les technologies propres («cleantech»).

Deux nouveaux domaines ont été ajoutés en 2011:

- l'industrie des produits haut de gamme;
- le sport international.

Tout en respectant les principes constitutionnels de liberté économique, de non-distorsion de la concurrence et du rôle subsidiaire de l'action étatique, le canton de Vaud s'est doté des outils et moyens financiers⁴ nécessaires à sa politique économique.

Des aides à fonds perdu sont allouées en fonction de l'enveloppe budgétaire annuelle accordée au service de la promotion économique et du commerce (SPECo)⁵. Cet outil permet de financer les organismes de promotion cantonaux, régionaux ou inter-cantonaux (environ 2/3 de l'enveloppe), ainsi que les projets régionaux, d'entreprises et les prestataires de services aux entreprises (environ 1/3 de l'enveloppe). En outre, la LADE permet l'octroi de prêts sans intérêts, de cautionnements et d'arrière-cautionnements.

En guise de conclusion, il convient de garder à l'esprit que les éléments couverts par la Pade n'englobent pas l'ensemble des politiques publiques à caractère économique. Le gouvernement cantonal vaudois affirme d'ailleurs à ce sujet qu'il «a clairement conscience du fait que d'autres politiques publiques mises en œuvre par l'État jouent également un rôle déterminant dans la définition et le déploiement de conditions-cadres propices au développement économique»⁶. Les effets de la Pade feront l'objet d'une évaluation après son achèvement.

Innovation: la position unique du canton de Vaud

Pour mener à bien la Pade, le canton de Vaud compte fortement sur l'innovation. Tout en se basant sur son potentiel actuel, le canton entend fédérer plusieurs partenaires autour d'une nouvelle plateforme InnoVaud, animée par l'association du même nom et mandatée par le canton.

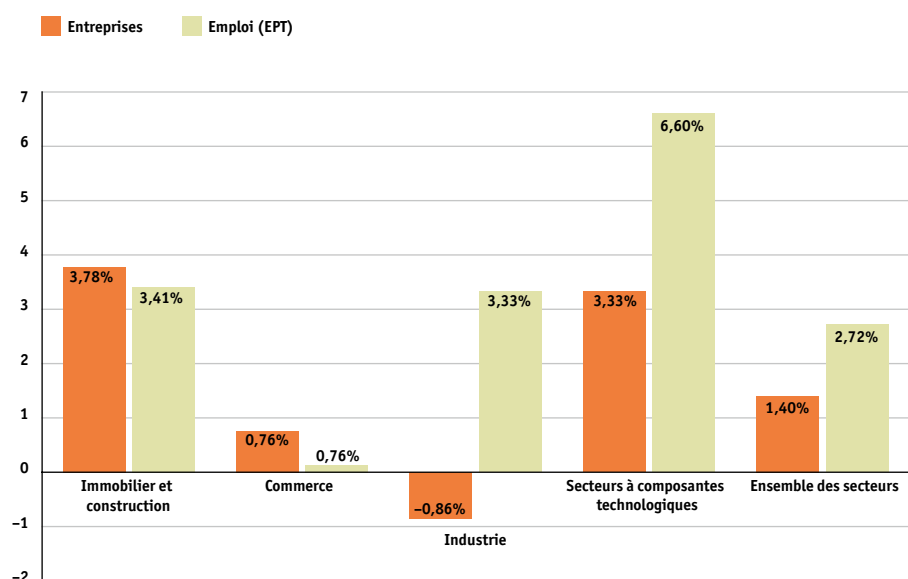
Cette initiative s'inspire d'autres où des cantons ont rassemblé leur réseau autour d'une même enseigne. Une telle approche est devenue nécessaire face à l'augmentation de la concurrence sur le plan international. Des études ont démontré que les pays émergents, longtemps cantonnés à la production de biens à faible valeur ajoutée, soutiennent désormais activement l'innovation et drainent les talents.

Face à cette situation, le canton de Vaud n'est pas démuné. Au contraire, ses atouts sont évidents. Il jouit d'une concentration unique en Suisse d'institutions académiques et de recherche. Son tissu économique est, par ailleurs, diversifié et son positionnement dans l'industrie de pointe et des hautes technologies lui confère naturellement un rôle d'incubateur de l'innovation. Les chiffres ont d'ailleurs démontré que les secteurs à composante technologiques contribuent de manière substantielle à la croissance cantonale (voir *graphique 1*).

En dépit de ce contexte favorable, le Conseil d'État et ses partenaires énumérés ci-

Graphique 1

Croissance annuelle nette moyenne du canton de Vaud, selon les secteurs, 2005-2008



Source: BCV, SCRIS / La Vie économique

dessous estiment qu'il faut améliorer la lisibilité et la visibilité du réseau d'innovation, développer des supports et des stratégies cohérentes et soutenir la capacité de succès des sociétés et projets innovants. Ces mesures doivent déboucher sur la création d'emplois à haute valeur ajoutée au sein des petites et moyennes entreprises (PME) et des jeunes pousses.

La mise en œuvre de ce programme, chapeauté par le Département de l'économie (DEC) et le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC), revêt une importance cruciale au stade où le retour sur investissement d'un projet s'avère clairement négatif. InnoVaud entend intervenir dans les trois phases importantes qui guident la création de nouvelles entreprises. D'abord, *l'hébergement*, grâce à une réserve disponible de terrains bien raccordés aux infrastructures. Ensuite, le *financement*, fertilisant indispensable au démarrage d'un projet. Enfin, *l'accompagnement*, matérialisé par des offres en conseils et en «coaching».

Des partenaires compétents et impliqués

Le projet InnoVaud se veut fédérateur en impliquant plusieurs partenaires clés:

- les instituts d'enseignement et de recherche et les organismes de transfert de technologies;
- les structures d'hébergement existantes, autrement dit les parcs technologiques, pépinières d'entreprises et incubateurs;

- les prestataires de support à l'innovation, soit les organismes d'accompagnement et de financement;
- la Banque cantonale vaudoise;
- la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie;
- le Centre patronal;
- les associations régionales du développement économique (Codev).

La participation de ces organismes permet au projet de bénéficier de compétences professionnelles et des ressources essentielles, notamment au niveau financier.

Par ailleurs, dès cette année, InnoVaud budgète ses besoins à 130 millions de francs pour les dix prochaines années, contre 82 millions actuellement. Par l'intermédiaire du DEC et du DFJC, l'État de Vaud entend consentir à un effort supplémentaire puisqu'il prévoit de financer cette plateforme à hauteur de 47 millions de francs, contre 15 jusqu'à présent.

Dès la onzième année de son existence, la dotation extraordinaire allouée à InnoVaud devrait s'éteindre au profit d'un mécanisme garantissant une autonomie financière de la plateforme dans le budget ordinaire de l'État de Vaud.

Parallèlement à cette direction prise à long terme, le Conseil d'État a doté le canton d'un plan stratégique 2012–2015. Son ambition est de permettre la création d'au moins 40 nouvelles entreprises représentant 400 emplois durant cette période. Le but est aussi d'attirer des investissements dans les jeunes pousses vaudoises par des fonds régionaux, nationaux et étrangers. Il doit également optimiser les ponts entre les institutions académiques et de recherche et les entreprises par le biais de transferts de technologies. ■

4 La LADE mutualise des moyens jusqu'alors disséminés entre plusieurs lois: la loi sur la promotion économique, la loi sur le développement régional, la loi vaudoise d'application de la loi fédérale sur l'aide à l'investissement dans les régions de montagne, la loi sur le tourisme, le Fonds d'équipement touristique et le décret relatif à la politique des pôles de développement.

5 25 millions de francs en 2011.

6 Ibid., p. 5.